

# L'Humanité

# rouge



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi  
dimanche  
13 et 14 mars 1976

No 448  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Dupont, Hoover, EDF-GDF ENTREPRISES OCCUPEES!

Le personnel du service régional de traitement de l'information de l'EDF-GDF d'Orléans, en grève depuis 14 jours pour obtenir notamment une révision des effectifs et l'intégration de primes dans le salaire, a décidé jeudi d'occuper les locaux.

Le personnel en grève - 75 % des 160 salariés - précise dans un communiqué que le mouvement « paralyse la facturation de onze millions d'abonnés ».

La quasi totalité des 940 ouvriers de l'usine Hoover (produits électroménagers) de Dijon a déclenché une grève illimitée avec occupation des locaux. Les grévistes demandent notamment une augmentation mensuelle de 360 F, ainsi que la garantie de l'emploi.

Une grève a été déclenchée jeudi à l'usine Tissot-Dupont de Faverges (Haute-Savoie) qui fabrique des briquets. Les grévistes ont décidé l'occupation des locaux pour protester contre l'entrée en vigueur de la nouvelle grille des traitements et classifications de la métallurgie.

## Espagne

### LA GREVE CONTINUE CHEZ MICHELIN

Tandis que dans la banlieue de la capitale de la Catalogne, 40 000 ouvriers sont en grève, notamment à Sabadell, Tarrassa et Mataro, et que la grève des ouvriers du bâtiment continue à Gerone ; à Barcelone même 8 000 employés de la municipalité poursuivent la leur pour des revendications salariales et professionnelles, et 26 000 ouvriers du textile continuent également leur mouvement de grève.

La détermination de la classe ouvrière à lutter ne cesse de croître, en témoignent ces faits qui se sont produits jeudi à l'usine Michelin de Lasarte au pays basque.

Suite à une lettre adressée à chaque ouvrier par la

## Coup d'état au Liban, l'armée scindée

# UN DANGEREUX BRULOT

La guerre civile menace à nouveau le Liban. La situation s'était à nouveau dégradée à la suite du développement des contradictions au sein de l'armée, de l'extension d'un mouvement de rébellion dans les forces armées ayant donné naissance à « l'Armée du Liban arabe ». Des combats avaient repris en plusieurs endroits du Liban. Jeudi, dans l'après-midi, on apprenait que le premier ministre Rachid Karamé, s'appretait à démissionner. Il semble qu'il se soit opposé au président de la République, Frangié, partisan de l'épreuve de force contre les soldats de l'Armée du Liban arabe.

En fin de soirée on apprenait qu'un coup d'État avait eu lieu à Beyrouth. Le général Aziz Al Adhab en était l'auteur. Dans une déclaration télévisée il a demandé la démission du président de la République.

Il a décrété l'état d'urgence. Il a également déclaré qu'il appuyait les initiatives syriennes dans la crise libanaise et qu'il s'engageait

à respecter les accords conclus entre les autorités libanaises et la résistance palestinienne.

Peu de temps après, le président de la République a affirmé qu'il refusait de démissionner.

Depuis, deux stations de radio s'intitulant l'une et

l'autre « Radio-Liban » émettent en même temps.

De violents échanges de tirs se sont engagés dans les rues de Beyrouth. Une situation d'une extrême complexité se trouve ainsi créée. On doit s'attendre à ce que les superpuissances et l'État sioniste cherchent à en tirer profit.

## Rhone Poulenc Textile

### LES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS



Jeudi matin, les travailleurs de Rhône-Poulenc ont bloqué l'autoroute A7 pour protester contre les licenciements (voir page 4).

## ARRESTATION D'UN ESPION SOVIETIQUE EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

Dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale, le social-impérialisme accroit sans cesse son potentiel militaire. Brejnev accélère ses préparatifs d'agression militaire contre l'Europe de l'Ouest. Il concentre de plus en plus de forces

dans cette partie du monde, il multiplie les chars, les avions, les navires de guerre, mais aussi les espions. Cela est confirmé périodiquement par la découverte ici ou là de nouveaux réseaux d'agents des services de renseignements soviétiques.

Jeudi, une nouvelle affaire d'espionnage a été révélée. Richard Meier, président du service chargé de la Sécurité du territoire, a annoncé qu'une nouvelle et importante affaire d'espionnage avait été mise à jour en RFA. Meier précisait qu'une arrestation avait été opérée.

Dans son édition de vendredi, le quotidien allemand « Die Welt » révélait l'identité de l'espion incarcéré. Il s'agirait d'un physicien expert en question de défense, répondant au nom de Heinz-Dieter Pichotka.

(Suite page 2)

Des femmes  
en lutte  
aux cotés  
de leurs maris  
article p.8

## LA REFORME DE L'EGOLE PRIMAIRE

### La sélection dès l'âge de 6 ans

Le ministre de l'Éducation nationale, Haby, a rendu public jeudi son projet de décret portant sur la réforme de l'école primaire. Parmi les mesures annoncées figure la mise en place d'un cours préparatoire à « deux vitesses ». Sous prétexte de diminuer « l'inégalité des chances », « d'adapter la progression au rythme de l'enfant », il s'agit en fait d'aggraver la sélection sociale en l'organisant méthodiquement dès l'âge de 5 ans.

On se souvient des luttes qu'avait entraîné il y a un an, le projet Haby-Soisson de « refonte du système éducatif » : projet qui aggravait la compétition et la sélection ; projet qui voulait mettre une proposition très importante des élèves dès le plus jeune âge, sous le contrôle et l'auto-

rité directe du patronat. Le gouvernement avait dû alors faire machine arrière. La méthode qu'emploie maintenant Haby, c'est de faire passer par décrets, morceau par morceau, ce même projet. Des mesures très graves vont être appliquées prochainement concernant l'enseignement technique. Mais voyons pour l'instant ce qui concerne les « deux vitesses ».

Compétition et chacun pour soi, telle est la loi qu'on veut imposer dès le berceau

S'agit-il pour notre école de transmettre largement des connaissances ? Non seulement elle n'y réussit guère, mais son but est beaucoup plus de trier, étiqueter, sélectionner, et cela maintenant dès la maternelle.

Dès le plus jeune âge la connaissance doit être considérée comme un Capital privé, que chacun doit garder pour soi (monter l'échelle plus vite que les autres, se servir de cette connaissance pour « arriver », se faire grassement payer au service du Capital...) et non la mettre au service de la collectivité, des travailleurs.

Ce « Capital » se comptabilise en notes (dès 6 ans, des bulletins mensuels remplis de notes sur à peu près tout !), puis plus tard en diplômes, en places dans la hiérarchie. Mais M. Haby trouve que la course aux notes ne suffit pas, il lui faut aussi la course de vitesse, avec enseignants chronométrés, dès l'âge de 5 ans !

(Suite page 3)

## ARRESTATION D'UN ESPION EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

Suite de la page 1

D'après le «Die Welt», Pichotka, qui est fortement soupçonné d'avoir fourni des renseignements à l'Allemagne de l'Est, appartenait à la Société pour les techniques de l'armement ainsi qu'à la société «Wehrkunde», spécialisée dans les questions de défense. Toujours selon le «Die Welt», membre de la CDU (opposition chrétienne démocrate), Pichotka appartenait également au groupe de travail de ce parti pour la Défense nationale... L'on comprend mieux alors que Richard Meier ait qualifié de «cas grave» cette nouvelle affaire d'espionnage !

Dans sa déclaration de jeudi, Richard Meier a par ailleurs révélé qu'un tiers environ de tous les collaborateurs des différentes missions diplomatiques des pays de l'Est en RFA sont des agents de renseignement. Dans certains cas, selon lui, leur proportion s'élève même à un collaborateur sur deux.

Richard Meier a également précisé que ses services démasquent environ 600 à 700 agents de renseignements et espions chaque année en Allemagne de l'Ouest. La proportion des agents de la République démocratique d'Allemagne est d'environ 80 % de ce chiffre, et 70 % des agents démasqués sont des ressortissants ouest-allemands engagés ou faisant l'objet d'un chantage de la part des services de renseignement étrangers.

C'est ainsi que 647 procédures d'enquête ont été engagées en 1975 contre des personnes soupçonnées d'activités d'espionnage en RFA pour le compte des services de renseignements de la RDA ou d'autres États du Pacte de Varsovie.

## LES RAVAGES DE L'ALCOOLISME

«The Journal» publié à Toronto (Canada) a récemment publié un article qui en dit long sur les ravages de l'alcoolisme en URSS. Ses données sont toutes tirées de journaux russes.

C'est ainsi que l'on apprend que :

— 8 % des morts non accidentelles sont dues à l'abus de drogue ou d'alcool de même que 55 % des accidents mortels du travail et 33 % des accidents de la route (Molodoï Kommounist).

— 53,8 % de la criminalité, 74 % des meurtres, 76,4 % des viols sont commis sous l'emprise de la boisson, 70 à 95 % des enfants d'âge scolaire consomment régulièrement des boissons alcoolisées, 6,7 % du budget des familles soviétiques, en moyenne, sont consacrés aux alcools (même source).

D'après la brochure «Proizvodstvo i vrasen zhnizni naroda» publiée en 1973, ces chiffres sont encore plus élevés : 9,6 % pour le budget des familles modestes, 14,6 % pour les familles «aisées». Selon la même étude, 1/3 du total dépensé en URSS pour la nourriture et la boisson sert à acheter des boissons alcoolisées.

## INQUIETUDES AMÉRICAINES

Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, a affirmé mercredi qu'une poursuite de déplacement de la balance des forces militaires en faveur de l'Union soviétique «serait inacceptable du point de vue de la paix dans le monde».

Dans un discours récent, le secrétaire à la Défense a renouvelé son appel à un soutien du budget record de la Défense (101 milliards de dollars) de l'administration Ford.

«L'équilibre mondial des forces s'est nettement modifié au cours des 10 dernières années», a-t-il dit. M. Rumsfeld a attribué cette situation à la négligence des nations occidentales, en particulier des États-Unis, et à leur «attitude détendue» devant les problèmes de sécurité militaire.

## Remous politiques en Grande-Bretagne

Le gouvernement travailliste d'Harold Wilson vient de subir un spectaculaire revers devant la Chambre des communes qui l'a mis en minorité, son programme de «réduction des dépenses publiques» ayant été rejeté avec une majorité de 28 voix, dont une quarantaine de députés travaillistes.

Les difficultés inextricables du capitalisme britannique se sont traduites ces jours-ci par une retentissante chute de la livre anglaise dont le cours de change, par rapport aux dix autres principales monnaies occidentales, a baissé de 33,1 % ces dernières années.

La contestation de la politique travailliste de restriction des crédits porte sur deux points :

Sur le plan social, de nouvelles mesures draconiennes sont envisagées entraînant chômage et diminution

du pouvoir d'achat des travailleurs déjà considérablement rogné. Ce que la classe ouvrière britannique refuse totalement comme la récente grève des cheminots l'a prouvé.

Mais Wilson se propose aussi de pratiquer des coupes sombres dans le budget de la Défense nationale britannique, déjà amputé de 11 % dans son dernier exercice.

Un débat très vif se développe en Grande-Bretagne pour s'opposer à cette politique et de nombreux hommes politiques, notamment

de partis libéral et conservateur, réclament qu'au contraire la Défense nationale soit renforcée face à la menace soviétique.

Dans un discours intitulé «Grande-Bretagne, réveille-toi !», Margaret Thatcher, leader du Parti conservateur, dénonçait la recherche par les Russes de l'hégémonie mondiale et soulignait la nécessité «de se garder d'être trompé par une détente illusoire», ajoutant «Dans ces temps nous avons un besoin urgent de renforcer notre Défense nationale».

Du 15 mars au 7 mai prochain

## TROISIÈME CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LE DROIT DE LA MER

Troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer

C'est au siège de l'ONU à New-York que s'ouvrira lundi prochain la troisième Conférence mondiale sur le droit de la mer. Les deux précédentes avaient eu lieu à Caracas en 1974 et à Genève en 1975.

Son objectif vise à la conclusion d'un traité ou d'une Convention internationale qui devienne le document de référence incontestable du droit maritime international.

Les questions que la Conférence aborde sont multiples et de très grande importance : régime des fonds marins, limites territoriales, zones économiques exclusives, navigation internationale dans les détroits, plateaux continentaux, pays dépourvus de littoral, pollution des mers, recherches scientifiques maritimes, etc.

Les mers et les océans présentent divers intérêts qui suscitent bien des convoitises. Intérêt économique d'abord avec les différentes ressources qu'ils recèlent : poissons, plancton, pétrole, mais aussi ces fameux «nodules» métalliques qui tapissent certains fonds marins. (les nodules sont de petits boulets minéraux et métalliques qui pourraient devenir très rapidement une source majeure de manganèse à haute teneur de cuivre, nickel et cobalt).

Les grandes puissances impérialistes, et particulièrement les deux superpuissances, se sont jusqu'ici arrogé le droit de piller littéralement les richesses maritimes, aux dépens des pays côtiers du tiers monde. C'est ainsi que l'URSS, par exemple, a développé une fabuleuse flotte de pêche, la plus importante du monde. Ses chalutiers usines monopolisent les richesses en poisson, menaçant la survie des bancs et volant à des pays sous-développés une part importante de leur réserve alimentaire potentielle. La «guerre de la morue» entre l'Islande



La flotte social-impérialiste intensifie ses exercices d'agression.

et la Grande-Bretagne est un autre aspect de la lutte menée par les petits pays pour défendre leurs richesses maritimes essentielles à leur survie.

Mais aussi les océans présentent un intérêt stratégique évident. Aujourd'hui plus encore que par le passé, ceux qui ont la capacité de dominer les mers peuvent prétendre à dominer le monde.

Les superpuissances ne se font pas faute d'appliquer la traditionnelle diplomatie de la canonnière. Leurs flottes de guerre séjournent en permanence dans l'Atlantique, la Méditerranée, l'Océan Indien. Leurs sous-marins hérissés de radars espionnent tous les pays du monde. Au cours d'un prochain conflit mondial l'avantage maritime péserait d'un grand poids au déclenchement des hostilités.

Là encore c'est l'URSS qui a acquis une supériorité écrasante.

Les exercices militaires maritimes effectués ces jours-ci par l'OTAN, au large des côtes orientales des USA ont avant tout pour objet de tester la capacité de l'OTAN de riposter à une attaque soviétique.

Face à ces menaces, contre un droit maritime ancien qui ne profite qu'aux puissances impérialistes et particulièrement à l'URSS et aux USA, le tiers monde a engagé une grande bataille pour imposer sa voix, changer l'ordre impérialiste qui règne sur les océans. Sa détermination et son unité lui ont déjà permis de marquer de nombreux points. La Conférence de New-York lui permettra assurément de remporter de nouvelles victoires en ce sens.

## nouvelles du monde

PEKIN :

### SIGNATURE D'UN ACCORD COMMERCIAL AVEC LA HONGRIE

Un accord sur l'échange de marchandises et les paiements pour 1976 entre le gouvernement chinois et la Hongrie vient d'être signé à Pékin.

La cérémonie de signature a eu lieu en présence du vice-ministre du Commerce extérieur chinois qui s'est entretenu amicalement avec la délégation hongroise.

\*\*\*

### MOZAMBIQUE : SOLIDARITÉ A LA LUTTE DU PEUPLE DU ZIMBABWE

Au cours d'une visite dans un district récemment attaqué par les autorités racistes de Rhodésie, le président mozambicain Samora Machel a rappelé que le Mozambique avait acquis sa liberté au moyen des fusils et des balles. C'est par ce même moyen qu'il doit défendre sa liberté et son indépendance, en apportant son soutien aux combattants de la liberté, tel le peuple de Zimbabwe (Rhodésie) encore sous le joug du colonialisme et du racisme.

Évoquant les difficultés provoquées par la fermeture de la frontière avec la Rhodésie, il a demandé aux soldats et au peuple d'augmenter la production pour soutenir la lutte du peuple du Zimbabwe, faire face aux provocations des racistes et consolider l'indépendance et la liberté du Mozambique.

\*\*\*

### CHOMAGE RECORD EN OCCIDENT

Le chômage a dépassé tous les records des 40 dernières années en Europe occidentale, Amérique du Nord, Australie et Japon, estime le Bureau international du travail (BIT) dans une étude publiée le 11 mars à Genève.

On comptait fin décembre 18 millions de chômeurs dans les 23 pays occidentaux industrialisés, soit 5,3 % de la main-d'œuvre totale. Un an auparavant, il y avait 13 millions de chômeurs (4 % de la main-d'œuvre).

Le chômage a, selon le BIT, légèrement régressé au cours du dernier trimestre de 1975 en Amérique du Nord et en Europe du Nord. Il s'est par contre aggravé «d'une manière importante» en Europe occidentale et méditerranéenne.

Partout les jeunes et les femmes sont les plus touchés par le chômage et le BIT note que le phénomène continue de s'aggraver.

### BENGLA DESH : LA GROGNE SOVIÉTIQUE

Le journal du Bengla Desh «Saturday Post» vient de dénoncer, qu'à la suite du changement de gouvernement en août dernier, l'URSS a désormais adopté une attitude de méfiance envers le pays.

Et cela, principalement «parce que le présent gouvernement a essayé sincèrement de poursuivre une politique réellement non-alignée et neutre envers tous les pays du monde...»

«L'URSS était déjà mécontente du Bengla Desh parce qu'il refusait d'accepter l'installation d'une base navale près de Cox's Bazar. Elle l'était davantage quand ce pays a décidé d'établir des relations avec la Chine.

«L'aide que l'URSS offre à l'Inde pour tourmenter le Bengla Desh se traduit par des souffrances pour le pays.» conclut l'article.

## Menaces d'arrestation d'un dirigeant des viticulteurs

André Cazes, un des dirigeants du Comité d'action viticole de l'Aude, ferait l'objet d'un mandat d'amener.

La rumeur en circule depuis mercredi soir. Depuis plusieurs jours les viticulteurs se sont préparés à l'éventualité de l'arrestation d'un de leurs dirigeants. Il est clair que le gouvernement attend les conditions les plus propices pour essayer de procéder à cette arrestation que l'on envisageait les propos tenus par Poniatowski mardi à Toulouse.

Dans son édition de vendredi, le journal «Midi-libre» dément ces informations. Il n'est pas question d'un mandat d'amener aurait-on déclaré au Cabinet de Lecanuet. On peut se demander si ce démenti officieux ne vise pas à affaiblir la vigilance des viticulteurs.

Si le gouvernement venait à pouvoir mettre en appli-

cation un mandat d'amener, il ne fait aucun doute qu'il se heurterait à une riposte massive et immédiate. On se souvient que c'est déjà parce qu'il avait fait arrêter des viticulteurs qu'il a vu se dresser, la semaine dernière, des milliers de paysans. Cette nouvelle provocation ne manquerait pas de se retourner contre lui.

### A Dinan

#### 13 paysans condamnés à cause de la loi anticasseurs

Le tribunal de grande instance de Dinan a condamné jeudi le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ainsi que 12 autres paysans à des peines de prison allant de quatre à deux mois avec sursis.

Ils avaient, en juillet dernier, comblé les fondations d'une porcherie industrielle en construction à Crehon, dans les Côtes-du-Nord.

## La réforme de l'école primaire

### La sélection dès l'âge de 6 ans

(Suite de la page 1)

Tout cela est-il nouveau ? Non bien sûr, mais la nouvelle mesure annoncée par Haby fait éclater tout cela un peu plus au grand jour. A peu près 6 semaines pour «Observer» et trier «bons» et «mauvais» chevaux, puis en piste !

#### Mais, prétend M. Haby...

Le système à «2 vitesses» ne va-t-il pas permettre de respecter mieux le rythme propre à chaque enfant ?

N'évitera-t-on pas ainsi les échecs si nombreux en cours préparatoire à l'apprentissage de la lecture (échecs qui pèsent actuellement sur toute la carrière scolaire de l'enfant) ? Il y a deux réponses à cet argument :

1) Si le CP actuel est trop dur, s'il est vrai que seule une minorité, surtout d'origine aisée, apprend en si peu de temps à lire, écrire, compter, pourquoi Haby choisit-il la solution de la sélection, et non par exemple l'étalement de cet apprentissage sur une période plus longue pour tous les élèves ? Cela pourrait avoir le mérite de laisser plus de temps à des discussions et études sur la réalité vécue et observée par les élèves, pour qu'ils s'expriment et communiquent entre eux, pour lier ainsi la lecture et l'écriture à la réalité concrète dont on parle... Peut-être même pourrait-on développer le sens de l'entraide, apprendre à ceux qui ont plus vite compris à coopérer avec les autres ? Mais voilà justement ce dont Haby et ceux qui nous gouvernent ne veulent pas !

2) Par ailleurs, dans l'école actuelle le retard à lui seul est un handicap très lourd, qui suivra l'élève toute sa vie. Des statistiques précises ont montré que dans ce champ

de courses qu'est notre école, l'âge atteint en fin de CM2 est déterminant pour toute l'orientation ultérieure.

Presque tous les élèves qui arrivent en 6<sup>e</sup> à l'âge de 10 ans feront une seconde. Presque aucun de ceux qui y arrivent à 12 ans...

Il faut ajouter que 76 % des enfants de la bourgeoisie sont «à l'heure ou en avance» sur les âges «officiels» d'entrée en 6<sup>e</sup>, contre seulement 35 % des enfants de travailleurs.

Donc Haby ment : loin de vouloir éviter une sélection brutale en CP, il veut opérer plus tôt et plus rationnellement cette même sélection sociale.

#### Et sur quels critères se fait et se fera la sélection pendant les quelques semaines d'observation prévues par le ministre ?

Ce sont les mêmes que ceux déjà appliqués par les armées de psychologues-faiseurs-de-test qui mettent en fiche les élèves dès la maternelle. Un exemple-type : à la question : «quoi de commun entre un cercle et un carré» l'enfant est bien s'il répond «ce sont des figures géométriques» (quelle information cela apporte-t-il ?), il est mal noté s'il répond «on peut les tracer». En multi-

pliant les exemples, on verrait que c'est l'aptitude à «parler comme un dictionnaire» qui est mise en valeur, la référence à l'expérience qui est méprisée. Pas étonnant avec ce genre de tests que 18,4 % seulement des enfants de cadres aient un «quotient intellectuel» inférieur à la moyenne, contre 69 % des enfants de manœuvres.

On nous répond souvent que les résultats des tests sont confirmés par les statistiques de réussite scolaire. Mais bien sûr, puisque ces tests ne font que copier et caricaturer les défauts de l'école !

Encore une chose : quel gosse va réagir sans trop se laisser impressionner par «l'observation» du maître et des psychologues. Celui bien sûr qui vient des milieux où l'on est à l'aise partout, où l'on aime étaler son «brillant», où la crainte du patron et du chef est absente. Quel enfant va se fermer, prendre peur d'être jugé par des représentants d'un monde hostile (il a déjà appris, ou senti, que de ce genre de «jugement» dépendait par exemple la sécurité d'emploi de son père...) ?

#### Ce que les «2 vitesses» ne changeront pas...

Il s'agit pourtant de la plus importante raison de l'échec scolaire : c'est le caractère de «jeu gratuit» que prennent à l'école la lecture et le calcul, car ils y sont détachés de la pratique, de l'expérience. Et surtout de l'expérience des enfants de travailleurs, absente par exemple des livres de lecture, des phrases proposées par le maître...

Dans cette école coupée de leur vie, ils ne sont pas chez eux.

On a dit à juste titre : «apprendre à lire, ça commence par : Silence ! Taisez-vous ! ça commence par apprendre à se taire sur sa propre vie...»

#### A qui profite déjà cette école, à qui profitera-t-elle encore plus avec les «2 vitesses» et le reste de la réforme Haby-Soisson ?

A la classe dominante bien sûr.

Parce que la compétition, la loi de la jungle, la condamnation de la coopération et de l'union entre ceux qui travaillent, c'est la loi de la société capitaliste.

Parce que les valeurs sur lesquelles on juge, sélectionne et rejette dès l'âge de 6 ans sont celles de cette même société.

## L'ambassade d'URSS proteste contre la présence de Soljenitsine à Antenne 2

### UNE INGERENCE DANS LES AFFAIRES FRANÇAISES

Après la participation de Soljenitsyne mardi soir à l'émission télévisée «Les dossiers de l'écran», l'ambassade d'URSS à Paris a publié un communiqué faisant part de son «indignation» devant le fait que Soljenitsyne ait pu s'exprimer à la télévision française.

L'ambassade d'URSS s'en prend à la direction de la télévision française en ces termes :

«Le fait que la direction de la télévision française lui ait accordé la possibilité de répandre des calomnies haineuses contre l'Union soviétique est difficilement compatible avec la tâche que s'étaient assignés les gouvernements de l'URSS et de la France en vue de développer les sentiments de respect mutuel et d'amitié entre leurs peuples dans l'intérêt de l'approfondissement des relations bilatérales de la consolidation de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde entier.»

Cela appelle plusieurs remarques. Il s'agit d'une ingérence grossière dans les affaires intérieures de la France. Ce n'est pas à Moscou de

déterminer qui doit passer ou non sur les écrans de la télévision française. C'est à Paris et nulle part ailleurs. Le peuple français est seul juge des propos tenus et du contenu des émissions projetées à la télévision française. C'est au peuple français de juger les propos de Soljenitsyne.

Ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent.

On se souvient par exemple que lorsque «le Canard enchaîné» avait publié des révélations sur les ventes d'armes soviétiques, l'URSS avait demandé au gouvernement français d'empêcher la publication de telles informations.

Au-delà de Soljenitsyne, il est clair que les dirigeants soviétiques veulent, par des pressions et des ingérences,

contrôler le contenu de l'information en France. Ils voudraient en particulier qu'en soit exclu tout point de vue contraire au leur, toute information mettant en cause leur dictature fasciste et leurs préparatifs de guerre. Par de telles ingérences et pressions ils voudraient aboutir à ce que le gouvernement français s'oppose à la diffusion de points de vue et informations contraires aux intérêts du social-impérialisme russe. On peut d'ailleurs se demander si le gouvernement français n'a pas été sensible à de telles pressions lorsque Chirac, il y a quelques temps, était intervenu pour que Pliouch fasse preuve de plus de «résistance».

Il est clair que ces ingérences sont une des conséquences de la Conférence d'Helsinki. Tandis que l'URSS renforce ses préparatifs de guerre, tout en parlant de «détente», elle voudrait qu'au nom de celle-ci ne soient pas dénoncées ses ambitions hégémoniques.

## «LAIT-VIN, MEME COMBAT»

Les petits paysans bretons ont récemment manifesté leur soutien aux petits viticulteurs du Midi. En l'espace d'une seule nuit, ils ont parcouru toute la Bretagne, laissant dans les bourgs mais aussi dans les villes, comme signe de leur passage une multitude de mots d'ordre à la peinture. Le lendemain matin on pouvait lire partout sur les murs et sur les routes : «Vin-lait-solidarité», «Non aux importations de vin et de poudre de lait», «Lait, vin, prix de revient», «Lait, vin, mêmes problèmes».

### Hausse de 7 centimes du prix du lait le 15 mars

Le prix du lait va augmenter lundi prochain 15 mars de 7 centimes, à l'exception de 23 départements situés dans le Sud-ouest où la hausse sera de 8 centimes. Dans la région parisienne, le prix du lait en emballage économique perdu passera ainsi de 1,55 F à 1,62 F.

D'ores et déjà on cherche à présenter cette hausse du prix du lait à la consumma-

tion comme étant la conséquence des hausses octroyées aux paysans producteurs de lait. C'est là une supercherie visant à diviser les ouvriers et les paysans.

Il faut en effet savoir que sur les 7 centimes d'augmentation les paysans ne toucheront même pas 3 centimes. La hausse profite avant tout aux monopoles capitalistes de ce secteur et à l'Etat.



Contre les menaces de fermeture  
et de licenciements à Rhône-Poulenc Textile

## UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS de la Chimie et du Textile

Renaud Gillet renouvelle son chantage, il dit « que ce qui se passe actuellement c'est de la faute de la conjoncture actuelle de la crise ». Certes c'est la faute à la crise ! mais à la propre crise du système capitaliste et les travailleurs de Rhône-Poulenc Textile ne doivent pas en faire les frais.

La direction générale vient d'annoncer que les effectifs seront limités aux exigences de la production. D'où restructuration et ren-

tabilisation maximum sur le dos des travailleurs. En effet vient d'être annoncée la fermeture de l'usine Rhône-Poulenc Textile (RPT) de Péage de Roussillon (Isère), et sur les 861 travailleurs, 515 seraient licenciés, les autres mutés dans d'autres usines du trust.

D'autres menaces sur l'emploi ont été également annoncées au dernier Comité central d'entreprise. Ainsi à Colmar, arrêt de l'atelier fibres thermostables, à Gau-

chis arrêt fibres polinosiques, à Roannes arrêt des fabrications du non tissé, à Valence arrêt des fibres-nylon, à La Voulté arrêt de la fabrication des silicones, à La Vaise il y aurait le transfert de certaines fabrications à Vénissieux, à Giser, Grenoble, Albi, La Voulté, des fabrications sont condamnées à disparaître à plus ou moins long terme. C'est l'offensive de printemps de Renaud Gillet et Cie, mais c'est aussi 4 000 travailleurs qui seront jetés à la rue.

Face à ces menaces, les travailleurs de RPT se mobilisent, et, avec leurs sections syndicales les travailleurs manifestent à Lyon où ils ont bloqué l'autoroute A 7 durant la matinée de jeudi 11 mars. De même, jeudi les travailleurs de RPT de Besançon, «Rhodiacta» étaient en grève et manifestaient dans la ville. Une chose nouvelle cette fois, tous les syndicats appellent à l'action, la CFDT, CGT, FO et CGC. Il faut dire que «Rhodiacta» de Besançon n'est pas épargnée par les menaces de l'emploi. En effet en décembre était annoncée la suppression de 184 postes pour 1976, et en février nouvelle atteinte au travail par la fermeture prochaine de l'atelier de moulage qui emploie 76 travailleuses. Outre les revendications à l'emploi pour tous, des revendications portant sur les salaires. Les salaires de «Rhodiacta» ont tous été bloqués pour cette année, et, la manifestation de jeudi n'est qu'un début d'action, car pour le 16 mars l'action risque d'être plus dure sur l'ensemble de RPT.

Les militants communistes marxistes-léninistes de L'Humanité-Rouge de l'usine Rhône-Poulenc Chimie fine de Vitry appellent tous les travailleurs de Rhône-Poulenc à s'unir, à l'unité entre toutes les usines qu'elles soient chimiques ou textiles. Ce n'est qu'avec cette grande unité de toutes les usines du trust RP à la base et dans l'action que nous ferons céder la direction et que nous vaincrons.



JACQUES JURQUET

### ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971  
présentés par Camille Granot

Disponible aux librairies :

Les Herbes sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris — La Force du Livre 33 rue R. Leynaud 69001 Lyon — Le sel de la Terre 4 rue MI Foch 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance à :

E-100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris.

au prix de 30 F.

EDF — Service Informatique

## MESSAGE DU CENTRE D'ORLEANS EN LUTTE

### AUX 34 CENTRES EDF DE L'OUEST

Dans notre souci de rendre notre journal une arme aux mains des travailleurs qui leur serve à développer, à étendre et à coordonner leurs luttes, nous communiquons ce message envoyé par le comité de grève et la commission popularisation du centre d'Orléans aux 34 centres EDF de l'Ouest. Rappelons que le centre EDF d'Orléans est en grève depuis le 26 février pour le reclassement des agents les plus défavorisés (exécution), de meilleures conditions de travail, la révision des effectifs, l'emba-

che, l'intégration des primes dans le salaire.

Pour faire aboutir les revendications exprimées de longue date, DEVANT une direction :

- qui refuse de donner satisfaction ;

- qui ignore son personnel d'exécution et de maîtrise (direction visible une fois l'an pour les vœux).

DEVANT l'incompétence de la hiérarchie pour faire remonter les problèmes,

Le personnel du service interrégional du traitement de l'information No 3 réuni

en assemblée générale le samedi 6 mars 76, à l'appel du comité de grève et des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, décide de poursuivre pour une durée indéterminée son mouvement commencé le 26 février 76.

— APPELLE l'ensemble des personnels à :

- soutenir par tous les moyens à sa convenance cette action ;

- rester vigilant ;

- refuser toutes mesures antigreve qui pourraient être prises localement pour court-circuiter son action.

— S'ENGAGE auprès de tous les agents à prendre les dispositions nécessaires pour faire parvenir normalement les documents de paie dans les unités ou services.

— DEMANDE aux camarades des terminaux de faire le nécessaire pour remettre dès réception copie de ce message à tous les secrétaires de syndicat afin qu'une information soit donnée à l'ensemble des agents.

Merci

Le comité de grève les organisations syndicales CGT, CFDT, FO

## Armentières (Nord)

### A Jupiter France UN DELEGUE LICENCIE TEMOIGNE

Il y a un an nous avons été 23 à être licenciés. Nous nous sommes alors lancés dans une grève illimitée qui rassemblait la moitié du personnel. Mais nous avons deux ennemis, le patron d'un côté et de l'autre les réformistes et les faux communistes, pontes de l'union locale. Alors que nous luttons contre les licenciements et que nous sensibilisions les ouvriers en disant que tout le monde était menacé, que d'autres licenciements suivraient, le secrétaire de l'Union locale venait saper l'unité des travailleurs par des paroles défaitistes et des appels à la modération. Il m'a même dit personnellement (et il l'a dit à bien d'autres) : « Mais non, laisse, je sais déjà où tu vas être reclassé ! ». Un an après nous sommes plusieurs à nous retrouver au bureau de chômage. Mon exemple montre bien que les faux communistes du PCF sont d'accord avec les patrons pour lutter contre les ouvriers révolutionnaires qu'ils sont tous les deux des ennemis de la classe ou-

vière, l'un licencié, l'autre brise la résistance des ouvriers.

En plus comme je l'avais dit il y a un an, 32 autres ont été licenciés à la fin du mois dernier. Et cette fois-ci il n'y a eu aucune riposte de la part du syndicat CGT dont les délégués sont vendus (j'en connais un qui fait 78 heures). Avec ça la direction pouvait se moquer des licenciés en leur envoyant leur médaille du travail en même temps que la lettre de licenciement ! Et la semaine passée elle a encore fait pire : elle a invité à un banquet des ouvriers non licenciés pour leur remettre la même médaille !

D'un côté on licencie, de l'autre on achète ! Diviser pour régner, c'est une vieille tactique !

Luttons classe contre classe, travailleurs contre bourgeoisie.

Faisons l'unité des ouvriers en combattant les traîtres que sont les dirigeants du faux PCF et les bonzes de la CGT.

Un délégué licencié

## A la blanchisserie du Pont-de-Nieppe

### LES OUVRIERS BLOQUENT

### LES CAMIONS

A la BPN (Blanchisserie du Pont-de-Nieppe) qui fait partie du trust Agache Willet, les ouvriers ont des salaires de misère : un manoeuvre père de 4 enfants touche seulement 1320,75F par mois et le patron déduit en plus 500 F d'avance sur ce salaire. Un chef de rame ne gagne que 1700 F, alors que ce poste, très lourd de responsabilité demande une grande expérience.

Lundi, les ouvriers réclament une augmentation horaire de 50 centimes et, devant le refus de la direction se mettent en grève et bloquent les portes : les camions ne peuvent rentrer ni sortir. Le patron assigné en justice 12 ouvriers

dont 5 délégués et la justice bourgeoise ordonne la réouverture des portes mercredi. Cependant, les ouvriers ne se laissent pas faire et se couchent devant les camions : plusieurs personnes dont une courageuse ouvrière ont passé la nuit et une grande partie de la journée de jeudi sous les roues des camions.

Pendant la journée, les grévistes forts du soutien des usines voisines comme Grane et Verstrack, sont restés fermes malgré les provocations d'un huissier, les manoeuvres de la direction et la division organisée par la section jaune FO.

La lutte continue.

Correspondant H.R.

### L'USINE BEGHIN-SAY DE CORBEHEM (PAS-DE-CALAIS) OCCUPEE PAR LES TRAVAILLEURS

L'usine Beghin-Say de Corbehem, sucrerie, distillerie cartonnerie qui emploie 2 500 salariés environ, est occupée par le personnel en grève depuis mercredi en fin d'après-midi.

Cette occupation a été décidée à l'issue d'un vote. Le mouvement soutenu par la CGT, la CFDT et la CFTC est mené essentiellement contre le projet de restructuration de l'usine qui entraînerait une compression du personnel, une réduction des horaires, une perte de salaire et la suppression de plusieurs avantages acquis.



## la France des luttes

## Contre la nouvelle grille de classifications

### Bilan d'une semaine de lutte à la SAFT (Bordeaux)

Le lundi 1er mars, les patrons nous ont communiqué à chacun de nous notre nouvelle classification. Ainsi nous sommes agents de fabrication pour les OS ou agents de production pour les OP. Les nouveaux coefficients (résultats de l'accord du 23 juin 1975) signé par CGC, FO, CFTC) commencent à 140. L'ancienne grille Parodi-Croizat, datant de 1945 commençait à 121.

Depuis 3 mois la CGT intervenait régulièrement sur ce problème. Présentant les choses à sa façon, elle laissait supposer que la nouvelle grille entraînerait le fait que le salaire serait égal à la multiplication du coefficient par une valeur de point, et que elle, CGT, avait une grille unique plus juste, du manoeuvre à l'ingénieur, avec une valeur de point à 1 420 F entraînant un salaire mini à 1 980 F et pour la CGT, les seuls critères objectifs pour classer les gens étaient uniquement les diplômes et les connaissances acquises sur le tas. Ainsi pour ces champions de l'analyse matérialiste, qu'un travail soit simple mais pénible ne les intéresse pas. Quand on lit le texte de l'accord on s'aperçoit que l'UIMM parle le même langage qu'eux ! Ainsi les travailleurs étaient très attentifs à ce nouveau coefficient, y liant dans leur tête immédiatement le salaire.

#### Dissiper les illusions sur les coefficients

Dès le 1er mars, plusieurs ateliers débrayent, vont tour à tour au patron ramener les feuilles. A partir de ce moment-là seulement, la section CFDT s'aérocoit (très tard) que les travailleurs sont mobilisés sur une incompréhension. En effet le patron a redistribué les classifications en leur faisant correspondre à chacune comme avant un taux horai-

re qui, multiplié par le nombre d'heures, donne le salaire. Le coefficient n'intervient que, multiplié par une valeur de point (8,80 F dans la métallurgie gironde) pour donner un salaire minimum garanti qui sert de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Aussi très vite, la CFDT expliquait partout que considérer le coefficient, était une illusion, que la bonne cible était le salaire horaire. Et les positions CFDT : 2 000 F net mini, 300 F pour tous étaient les seules correctes.

Dans le même temps nous préparions une riposte. Contact pris entre toutes les organisations syndicales, c'est finalement CGC, FO, CGT, CFDT qui appellent à une AG le mercredi. En fait, derrière cette apparence unitaire, la CFDT n'a pu être d'accord avec aucune organisation, toutes pratiquant la collaboration de classe.

400 travailleurs à cette AG, à la grande surprise de tout le monde. La mobilisation est bonne, mais sur les illusions décrites plus haut.

A l'AG, la CGC s'enfuit, FO prend la parole, forcé, la CGT intervient très brièvement, la CFDT intervient. Le délégué qui intervient est trotskiste, de LO. Il respecte deux points qui ont été débattus en section : expliquer la nouvelle grille, expliquer le mécanisme du calcul du salaire et surtout l'incidence réelle du coefficient.

Les 2 autres points : propagande au nom de la CFDT et ses propositions, et enfin entraîner les travailleurs à se rassembler devant les bureaux pour faire lâcher le patron; cela LO les a «oublié».

La CGT qui s'habituaient très bien aux illusions entretenues car cela servait leur projet de grille, reprend le micro pour proposer un vote, de telle façon que les travailleurs pour la moitié, ont voté pour une chose croyant voter pour une autre.

Résultat le vote disait : «on accompagne les délégués au bureau et après on rentre travailler.»

Devant les bureaux, au bout de 5 minutes, un syndicaliste de choc CGT dit : «Retournez donc dans vos ateliers, vous avez voté pour; s'il le faut, on reviendra vous chercher. Surprise générale

pour les travailleurs, mais le mal était fait, depuis le vote, l'idée de doute, de division et la confusion sur les coefficients faisait avorter un mouvement de 400 travailleurs. Certains des ouvriers, syndiqués à la CGT, tempêtaient fort sur leur syndicat et finalement prenaient leur veste pour rentrer chez eux. Geste inutile bien sûr, mais pour ces anciens «c'était mieux que de reprendre le boulot.»

Dès le lendemain jeudi, 3 ateliers se mettent en grève pour attendre les résultats du patron. Deux ateliers sont dirigés par la CGT, un par la CFDT. La CGT en fait des débrayages ultra-sectoriels, refusant d'étendre le mouvement.

Mais ces mouvements n'aboutissent pas. Le jeudi soir, la réponse du patron était évidemment négative. Les révisionnistes de la CGT

ont manipulé l'AG, ils ont mobilisé sur une idée ferme leur servant à passer leur grille, ils ont désamorcé par tous les moyens la mobilisation quand ils ont senti que

la CFDT pouvait l'entraîner par endroit sur de bonnes bases. Ils sont responsables enfin du fait que la CGT ne travaille en rien à la mobilisation réelle des ouvriers.

#### Lutte dans le trust Trefimetaux

##### TREFIMETAUX CHARVIEU (ISERE)

Le service d'expédition comprenant 42 personnes est entré en grève mercredi 3 mars pour la révision des nouvelles classifications de la métallurgie.

##### TREFIMETAUX BRETAGNE

La section syndicale CGT a lancé un mouvement de soutien à la grève de Charvieu. La majorité du personnel a refusé de faire le travail à la place des grévistes.

Jeudi 11 mars grâce à ce mouvement coordonné le service d'expédition de Charvieu a obtenu une prime collective, le paiement d'une partie de leurs heures de grève et la révision des classifications.

##### SEV MARCHAL

De même contre les classifications, des débrayages ont été observés mercredi après-midi par les ouvriers de Sev Marchal à Issy-les-Moulineaux.

## UNE SEMAINE DE LUTTE DANS LES ECOLES NORMALES D'AIX-EN-PROVENCE

### Une semaine de lutte dans les écoles normales d'Aix

A Aix-en-Provence, les normaliens et normaliennes ont commencé la semaine en assemblées générales. La satisfaction d'un certain nombre de revendications devient urgente en effet pour les élèves des Ecoles normales d'Aix-en-Provence. Et ils avaient décidé de profiter de la «journée d'action» du 9 pour engager la lutte sur ces revendications.

La FEN avait parachuté une journée de grève pour la titularisation des auxiliaires et une augmentation des salaires de 1,5 %. Lundi, au cours d'une assemblée générale, les normaliens et normaliennes décidaient de ne pas suivre aveuglément la grévette sans lendemains, mais au contraire de mettre à profit cette journée pour établir et discuter d'une plate-forme revendicative spécifique aux Ecoles normales d'Aix.

Ces revendications sont pour eux les suivantes : facultativité du certificat de fin d'études normales (CFEN) qui fait double emploi à la fois avec le contrôle continu et avec le CAP ; redoublement avec salaire intégral et suppléances dirigées et titularisation immédiate à la sortie de l'École normale. Les normaliens et normaliennes posent également comme revendications : mixité des cours, régime de cité universitaire pour les internes ; non à la fermeture de l'internat ; indemnités de résidence pour tous les externes et pas de retenue

de salaire en cas de retard ; paiement des journées de grève.

La journée du 9 mars se passa donc en assemblée générale et en commissions. Les normaliens et normaliennes participèrent également aux manifestations syndicales unitaires. Le mercredi 10, les élèves des Ecoles normales entamaient leur deuxième journée d'action par une assemblée générale. Ils se réunissaient, garçons et filles, dans les locaux de l'École normale-filles sans bien sûr avoir au préalable demandé l'autorisation d'occuper les lieux. Cette assemblée générale regroupait environ 150 élèves sur les 300 présents à l'école.

A la fin de l'assemblée, deux lignes d'action étaient en présence. Des représentants du groupe trotskiste «Rouge» et du faux Mouvement de la Jeunesse communiste de France proposaient en effet de retourner en classe dès le lendemain, de présenter la plate-forme revendicative à la direction, et de discuter de sa réponse le

lendemain à 13 heures en assemblée générale. Les représentants de ces deux organisations envisageaient également de faire une journée de mixité sauvage le lundi 15 mars. C'était envisager cette journée comme un but en soi, non comme un moyen d'action. Quant à l'ensemble de leurs propositions il revenait à démobiliser les élèves en leur faisant attendre en classe la suite des événements, c'était finalement abandonner les revendications. C'est pour cette raison d'ailleurs que les militants de base tant du groupe trotskiste que du MJCF ne devaient pas eux-mêmes se rallier aux objectifs de leurs représentants.

L'autre ligne d'action offrait comme perspectives d'organiser dès le jeudi 11 mars une journée de mixité sauvage et d'en profiter pour étendre la discussion et renforcer la mobilisation des élèves. Cette proposition comportait également de déposer dès la fin de l'assemblée la plate-forme revendicative auprès de la direction et d'exiger de cette dernière une réponse pour le 15 mars. En attendant cette date la mixité serait maintenue dans l'école.

Ce sont ces dernières perspectives qui ont finalement été adoptées, à une grande majorité. Et sur le champ les normaliens et normaliennes sont passés à l'application de ces propositions. Aussitôt la direction de l'École nor-

male-filles et celle de l'École normale-garçons ont commencé à faire des pressions : «Qu'est-ce que c'est que ces grèves qui partent de la base? Et de quel droit vous permettez-vous d'occuper les locaux ?» Les manœuvres d'intimidation des élèves n'ont pas tardé non plus : chantage au certificat de fin d'études (CFEN), etc. Mais rien n'y fait. Chaque tentative des directions des Ecoles ne fait que renforcer la détermination des normaliens et des normaliennes. Et les élèves attendent de pied ferme la réponse des chefs d'établissement lundi prochain.

Une élève de l'École normale-filles d'Aix.

#### RENNES

A l'heure actuelle l'université de Haute-Bretagne continue la lutte : les étudiants de la faculté de Lettres de Rennes sont à leur sixième semaine de grève.

#### PERPIGNAN

Les étudiants de l'Institut universitaire de technologie de Perpignan poursuivent leur combat pour la reconnaissance de leur diplôme de fin d'étude (DUT). Ils en sont à leur 4<sup>e</sup> semaine de grève. Depuis le 1er mars ils occupent jour et nuit un certain nombre de salles de cours, ce qui leur permet de mener une grève plus active.

#### Lille

### Deux facultés et un Institut universitaire de technologie en grève

Les étudiants de la faculté de Fiers (Lettres, Histoire, Géographie...) et ceux de la faculté d'Anappes (Mathématiques, Physique, Sciences économiques) sont entrés en lutte contre la réforme Soisson. Ceux d'un IUT de Biologie sont également en grève pour la reconnaissance de leurs diplômes de fin d'étude (DUT).

Les étudiants se sont organisés en un comité de mobilisation de façon à pouvoir faire l'unité de tous les étudiants sur une ligne juste de lutte contre l'école capitaliste. Ce comité de

mobilisation répond aux aspirations des étudiants, car ceux-ci sont de plus en plus nombreux à rejeter la politique de conciliation et de «sauvetage» de l'école capitaliste par les succursales du PCF dans l'enseignement supérieur : l'UNEF et le SNE-Sup. Aux mots d'ordre des faux communistes dirigeants ces deux organisations, le comité de mobilisation répond par «Non à la réforme Soisson !», «Ni chômage, ni cadre au service du capital», «Du travail pour tous» et «UNITE, étudiants-enseignants-travailleurs !»



## informations générales

### LA PAROLE AUX LECTEURS

Soucieux d'améliorer notre quotidien et de combler petit à petit ses lacunes et ses insuffisances, le Comité de rédaction de *L'Humanité rouge* a lancé une nouvelle enquête auprès de vous, ses lecteurs.

Ce n'est en effet qu'en procédant de cette façon qu'il est possible de connaître ce qui va et ce qui ne va pas dans le journal, et donc de pouvoir rectifier. Il est d'une grande importance que les lecteurs, tous les lecteurs de *L'Humanité rouge* répondent à cet ensemble de questions, nullement limitatif d'ailleurs, et contribuent ainsi efficacement à faire du quotidien des communistes marxistes-léninistes de France une arme plus acérée qui serve réellement aux ouvriers, aux petits paysans, et aux larges masses populaires dans les durs combats de classe qu'ils mènent aujourd'hui et dans ceux plus grands encore qu'ils sont appelés à mener demain.

D'ores et déjà plusieurs lecteurs ont répondu à notre questionnaire. Que la lettre que nous publions ici aujourd'hui, écrite par un ouvrier révolutionnaire, incite tous nos amis, nos camarades, tous nos lecteurs, réguliers ou non, à transmettre à *L'Humanité rouge* leurs critiques et leurs suggestions. Que tous répondent à l'appel lancé par le Comité de rédaction, voilà un moyen très efficace d'aider *L'Humanité rouge* à progresser !

Chers camarades,

Je réponds au questionnaire que vous avez fait paraître dans le No 443 de *L'Humanité rouge*.

1) Pour ma part, je trouve que le quotidien s'améliore de plus en plus, tant dans la forme que dans le fond. En effet par exemple les photos sont maintenant claires et compréhensibles, le style des articles est plus vivant, moins stéréotypé, les éditoriaux sont plus percutants.

2) J'ai toutefois quelques « reproches » à lui faire : — Je trouve que le quotidien ne colle pas assez à l'actualité. Je pense qu'il s'agit avant tout d'un problème technique. Par exemple : le lendemain matin du « cirque Fourcade-Mitterrand », Libération en rendait compte en première page alors que pour nous, lecteurs de banlieue ou de province, il

nous a fallu attendre 2 jours entiers. Je sais que les camarades de l'imprimerie se dévouent déjà beaucoup, mais ne pourrions-nous pas faire de *L'Humanité rouge* un quotidien du matin collant mieux à l'actualité ?

— Je trouve que le quotidien publie trop d'articles sur la Chine. J'écris cela en sachant parfaitement l'intérêt historique de ce qui se passe dans ce pays socialiste. Mais, de l'avis même de beaucoup de mes amis, il est plus utile de publier des articles et reportages sur les luttes du peuple en France plutôt que par exemple publier sur une page des découvertes archéologiques en Chine qui remontent déjà à plusieurs années (No 443). Je ne dis pas qu'il faut cesser toute information sur ce qui se passe en Chine mais choisir celles qui sont principales et de portée universelle.

3) Je n'ai malheureusement pas le temps de lire régulièrement tous les articles car travaillant en usine et ayant des charges de famille je n'ai pas beaucoup de temps pour lire. Pourtant, je ne fais pas de choix d'articles quand je lis le quotidien, j'avoue quand même avoir une petite préférence pour la rubrique culturelle et le courrier des lecteurs.

Recevez, chers camarades, mes meilleures salutations fraternelles.

Évry, un ouvrier ml abonné depuis 3 ans à HR

PS : je voulais vous dire aussi que je suis pour les cinq portraits au-dessus du titre du journal. En effet, ce n'est pas en les supprimant que l'on gagnera une plus grande audience mais en rendant le journal plus clair et vivant.

### QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Avec la volonté de maintenir des relations étroites entre *L'Humanité rouge* et ses lecteurs, le comité de rédaction lançait en septembre dernier une enquête auprès d'eux.

Les nombreuses réponses reçues ont été très précieuses et ont déjà permis — le courrier des lecteurs en témoigne — de rectifier un certain nombre d'insuffisances.

Mais il reste encore beaucoup à faire, nous en sommes tous conscients, pour

faire de notre quotidien une bonne arme au service des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays.

C'est pourquoi le comité de rédaction a décidé d'impulser une nouvelle enquête en appelant tous les lecteurs à faire connaître leurs critiques et suggestions pour une amélioration constante de « leur » journal.

Répondez largement à notre questionnaire, vous nous aiderez.

1) Avez-vous noté des améliorations ou des régressions dans le contenu et la forme du journal — lesquelles ?

2) Quels sont les reproches principaux que vous lui adressez ?

3) Lisez-vous régulièrement l'ensemble des articles ? ou seulement certains ? lesquels ?

4) Quelles sont les rubriques ou les sujets absents que vous aimeriez y trouver ?

### SOUTIEN A LA LUTTE

#### DES TRAVAILLEURS MAURICIENS IMMIGRÉS EN FRANCE

VENEZ NOMBREUX AU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS  
DIMANCHE 14 MARS A 15 HEURES  
51 BIS RUE DE LA ROQUETTE PARIS 11<sup>e</sup>

Le Mouvement des travailleurs mauriciens appelle à ce Rassemblement pour soutenir la lutte que mènent les travailleurs mauriciens pour la régularisation de leur situation, notamment pour l'obtention de papiers que la bourgeoisie leur refuse jusqu'à maintenant parce qu'ils travaillent au noir.

Au cours de ce Rassemblement les travailleurs mauriciens expliqueront leurs luttes, présenteront différents sketches et saynètes et projeteront un film sur les luttes des travailleurs mauriciens, arabes et pakistanais.

### PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS LA RÉVOLUTION PAS DE SOCIALISME SANS LES FEMMES !



VENEZ NOMBREUX A LA RÉUNION PUBLIQUE QU'ORGANISENT SUR CE THEME LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE ET LEUR QUOTIDIEN « L'HUMANITÉ ROUGE »  
LE 13 MARS DE 17 A 19 HEURES AU CENTRE SOCIAL DU BEL ORMEAU AVENUE DE LA CIBLE A AIX-EN-PROVENCE

### A la conférence de presse sur « l'affaire papinski »

## L'inspection au banc des accusés

Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 10 mars à Paris, conférence de presse organisée par les Comités de soutien à l'instituteur, Jacques Papinski, radié de l'Éducation nationale, par le Syndicat de la magistrature et par un certain nombre de personnalités, Jacques Papinski a rappelé dans quelles conditions il avait mené la lutte contre l'Inspection et quelle est sa situation aujourd'hui.

Puis, devant une centaine de personnes, principalement des enseignants mais également des membres des comités de soutien et notamment du Comité de soutien d'Homécourt — la ville où exerçait Jacques Papinski — le système de l'inspection dans l'enseignement a été analysé et dénoncé. L'inspection, cette institution qui date du temps de Napoléon, devait déclarer en substance Jean-Paul Sartre, ne vise qu'à une chose : assurer que l'université enseigne bien ce que l'État bourgeois veut qu'elle enseigne, l'inspection

est absurde et nous devons exiger la suppression de cette forme de surveillance.

Le président du Syndicat de la magistrature, Léonard Gaudin, devait pour sa part souligner que l'inspection est d'une subjectivité extrême quant au jugement de la pratique d'un enseignant et que sa seule référence permanente est celle de la soumission à l'idéologie et à la morale dominantes. Léonard Gaudin a poursuivi : « Le pouvoir ne tolère pas la contestation, ni même la différence. Il maintient son autorité par toute une série de

mécanismes hiérarchiques et derrière le prétexte de l'obligation de réserve, se développe un niveau de réaction du pouvoir contre tout ce qui ne se conforme pas à un modèle social. Tous les fonctionnaires doivent se sentir concernés par ces problèmes... Le cas de M. Papinski est exemplaire car il a été condamné en réalité pour délit d'opinion ».

Maitre Leclerc devait quant à lui insister sur le fait que « l'affaire est d'importance car si le pouvoir remporte une victoire en la matière, il se forgera une arme, obtiendra une jurisprudence et développera sa volonté de considérer tous les fonctionnaires comme des instruments tenus au secret et au silence ».

Ainsi, on le voit, un certain nombre de positions positives se sont exprimées au cours de cette conférence de presse pour condamner l'inspection, et à travers elle,

avec plus ou moins de conséquence, la dictature que fait régner la bourgeoisie, notamment en l'occurrence dans l'enseignement, en utilisant son appareil répressif d'État.

Mais, les débats ne se sont pas limités à une simple constatation des faits. La lutte aussi et les moyens de la mener à la victoire ont fait l'objet de discussion. C'est ainsi que par exemple les participants ont décidé la création d'une coordination nationale des divers comités de soutien au comité contre la répression dont sont de plus en plus victimes professeurs et élèves.

Ainsi que devait le souligner enfin un ouvrier de Sacy-le-Mont, membre du Comité de soutien d'Homécourt, seule la lutte unie des ouvriers, petits paysans, lycéens, enseignants, rendra la victoire possible. C'est à cela maintenant qu'il faut œuvrer : s'unir pour lutter, agir pour vaincre.



le numéro 6 de mars 1976 de LA JEUNE GARDE ROUGE organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France est paru

Au sommaire notamment :  
— 1871-1976 Vive la Commune de Paris  
— le 8 mars journée internationale des femmes  
— cinq jeunes communistes quittent le faux MJCF et rejoignent les rangs de la JCMLF  
— le grand débat sur la révolution dans l'enseignement en Chine.  
— diverses luttes de jeunes travailleurs et d'étudiants

Passez vos commandes à *L'Humanité rouge* - JGR BP 61 75861 Paris Cedex 18 en précisant « pour la Jeune Garde Rouge ».



culturel

"Comment Yukong déplaça les montagnes" de J.Ivens et M.Loridan

## DICTATURE DU PROLETARIAT

Parmi les 12 films présentés dans les 4 salles du quartier latin par Marceline Loridan et Joris Ivens, celui qui montre une usine de générateurs à Shanghai est un des plus intéressants en ce qui concerne l'exercice de la dictature du prolétariat en Chine et la lutte contre le bureaucratisme et tout retour au capitalisme.

Cette usine a été choisie par J. Ivens et M. Loridan plus particulièrement parce qu'elle ne s'était pas montrée à l'avant-garde lors de la Grande Révolution culturelle. Ainsi voyons-nous comment les acquis de la révolution culturelle ont pu aider les ouvriers de cette usine à progresser. Mais les idées fausses existent encore. Ainsi lors des pauses de 20 minutes (1 le matin, 1 l'après-midi) s'organisent des discussions comme par exemple celle à laquelle nous assistons sur les « primes ».

Quelques travailleurs critiquent le stimulant matériel

en tant que nécessités, facteurs et autres principes dont Lin Piao était le propagandiste. Mais ils pensent qu'il faut faire une différence entre le stimulant matériel, et le stimulant qui pourrait être donné au plus méritant, au plus courageux.

Les autres travailleurs ne sont pas d'accord et expliquent que tous les stimulants matériels, quels qu'ils soient ne servent qu'une minorité et que celle-ci inévitablement devient, au sein de la classe ouvrière, une couche privilégiée trahissant tôt ou tard la dictature du prolétariat.

Au cours du tournage, un mouvement de critiques envers les cadres de l'usine se fait jour.

Depuis quelques temps, les cadres ne viennent plus prendre place à la production. Coupés des problèmes, les cadres dirigeant l'usine ne font plus attention aux demandes des ouvriers (locaux devenant trop étroits par le travail, appareils mé-

caniques manquant pour avancer le travail), etc.

Dazibao (affiche manuscrite) à l'appui pour critiquer le manque d'enquête, d'informations, le bureaucratisme des cadres : «*Que doit-il y avoir dans leur bureau pour qu'ils y restent toute la journée ?*»...

Les cadres font leur auto-critique.

Second dazibao plus violent et très imagé lui aussi : «*Les cadres sont comme les pneus d'un camion dans le désert plus ils font de bruit, moins ils avancent...*»

Cette fois-ci les dirigeants prennent l'avant-garde dans la dénonciation de leur attitude, et poussent leurs camarades ouvriers à poursuivre leurs critiques, car derrière cette conception bureaucratique se cache l'idéologie petite bourgeois dont seuls ils ne peuvent extirper les idées fausses qui les ont poussés à réaliser leur rôle dans la production.

Ce sont tous les travailleurs, avec le parti à leur té-

te qui vont participer à ces critiques. Cela durera 3 mois 1/2. Et pendant ces 3 mois 1/2 ils auront fait des pas de géants, mais surtout ils

auront montré qu'il fallait avoir confiance dans les masses et dans le parti, qu'il faut savoir se révolter, et que ce doit être la révolu-

tion qui occupe le poste de commande. Ils auront montré comment s'exerce réellement la dictature du prolétariat.

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quintette — 8, 10, rue de la Harpe 5<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur — 12, rue Git-le-Cœur 6<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :

La pharmacie — Une femme, une famille.

"La prime", film soviétique projeté à Paris

### ...ET DICTATURE

### DE LA BOURGEOISIE

Face aux films de la série «*Comment Yukong déplaça les montagnes*» de Loridan et Ivens, un film soviétique est projeté depuis maintenant trois semaines à Paris. C'est le film «*La prime*» de Mikaelian. Comme un des films d'Ivens et Loridan, «*L'usine de générateurs à Shanghai*» (voir ci-contre), «*La prime*» traite du bureaucratisme. Mais si le premier exprime ce qu'est la dictature du prolétariat, le second montre la dictature d'une nouvelle bourgeoisie.

Une équipe de chantier refuse la prime de fin d'année. L'ouvrier Potapov (ouvrier «révolutionnaire») demande à parler au nom des camarades de son équipe aux responsables du Comité du parti de l'entreprise, pour expliquer que la prime n'est pas nécessaire à la bonne marche du chantier.

Mais Potapov rencontre en face de lui des personnages qui font passer le blanc pour du noir, à l'exception du secrétaire politique, que l'on montre très clairvoyant.

Potapov critique la gestion, propose un nouveau plan et demande à ce que les primes qui ont été distribuées soient reversées à l'État.

Démoralisé face à la mauvaise foi des cadres, il se retire du «combat». Mais le secrétaire politique, après un court discours en faveur de Potapov, propose un vote à main levée pour accepter la proposition de ce dernier. Ils votent la suppression de la prime.

Ce qui frappe tout de suite dans ce film, c'est son style. Les plans sont très soignés, des gros plans fréquents sur les visages, et on a même droit à un «suspense» qui ne cesse de grandir. Quand on parle de style, on a tendance à isoler la forme du contenu, et pourtant...

Ce sont les effets, qui vont faire passer le mieux possible le contenu. Ainsi faire se dérouler l'action dans une pièce avec 10 personnes, c'est opter pour une situation qui permet de ne pas montrer les travailleurs sur le chantier.

Favoriser un dialogue entre 10 personnages, c'est nier la discussion avec 100 autres.

Montrer qu'une discussion qui se veut critique puisse se résoudre en une après-midi, alors que dans l'usine de générateurs montrée par Ivens et Loridan, le mouvement de critique de masse durera 3 mois, c'est rejeter le rôle fondamental du peuple (et ce n'est pas un hasard non plus si les gens qui jouent dans la «Prime» sont des comédiens).

A vrai dire, et à mieux y penser, ce film est très bien réalisé, pour faire illusion.

Sur le ton critique de l'ouvrier «révolutionnaire» qui devient démagogiquement synonyme de «peuple», on veut nous montrer du doigt le bureaucratisme de l'État soviétique (comprenez par là «nous sommes conscients de nos erreurs et nous les critiquons».

Alors comment s'y prend Mikaelian ? C'est la tactique de l'arbre qui cache la forêt qui est employée ici.

Alors que l'arme principale de «critique» est une simple ironie, Mikaelian grossit des événements pour minimiser leur importance. Par exemple le Comité du parti (le directeur de l'entreprise) fait venir Potapov

le Comité du parti : «*A quelle heure vous a-t-on dit de venir ici ?*»

Potapov : «*13 heures*».

Le C.P. : «*Et quelle heure est-il ?*»

Potapov : «*13 h 01*».

Le C.P. : «*Ce sera tout*».

Mais le moyen le plus subtil employé par Mikaelian pour faire croire à l'existence de sa critique du bureaucratisme et du révisionnisme, c'est de remplacer cette soi-disant critique par un discours et une idéologie aussi bourgeois. Ainsi Potapov, tout en critiquant certains aspects, ne le fait que pour prôner des idées tout aussi erronées.

Potapov place la technique au poste de commandement :

«*Si l'on n'y avait pas d'arrêt de travail, il n'y aurait pas de primes. Si les arrêts de travail existent, c'est dû à la mauvaise organisation, c'est-à-dire au plan qui ne tient pas compte des réalités.*»

Apparemment la logique est bonne. Mais Mikaelian fait ajouter à Potapov :

«*Si on avait pas fait la chappe en béton, on ne serait pas en train de la démolir, et on aurait pu faire des économies.*»

Il s'attaque essentiellement aux aspects techniques et non politiques du plan.

Le parti tout d'abord n'accepte pas ces critiques et se heurte violemment à Potapov. Puis pour montrer sa magnanimité s'accorde avec la proposition de Potapov et la vote. Il n'est pas difficile en effet de remplacer une politique qui nie le rôle déterminant des travailleurs et la question de savoir s'ils ont le pouvoir ou non par une autre politique du même genre. Voilà le travail. Il faut voir là l'idéologie et la «tactique» de la bourgeoisie dans la classe ouvrière qui brandit le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge. La dictature de la bourgeoisie à la place de la dictature du prolétariat. Telle est la situation en URSS qu'illustre finalement très bien «*La prime*». Au studio «*La Clef*» Paris-5<sup>e</sup> — 21, rue de la Clef — tel. : 337 90-90.

### Communiqué de presse

#### MANIFESTE

pour la constitution en France  
d'une Union culturelle  
contre le capitalisme et l'impérialisme

Le 4 octobre 1975 à Paris, des anticapitalistes et anti-impérialistes ayant des activités dans le domaine culturel, représentant diverses disciplines (littérature, journalisme, théâtre, cinéma, mime, peinture, photographie, musique) se sont réunis dans le but de promouvoir en France une *Union culturelle contre le capitalisme et l'impérialisme*.

Les participants à cette réunion ont confié la rédaction d'un projet de plate-

forme à une commission les représentant.

Ils lancent aujourd'hui un appel à toutes les personnes ou groupes ayant ou désirant avoir une activité culturelle, approuvant l'orientation générale du projet de plateforme, pour qu'ils participent à une *réunion nationale* qui discutera, enrichira ce projet en vue de la fondation d'une *Union culturelle contre le capitalisme et l'impérialisme*.

Cette réunion nationale aura lieu  
samedi 20 mars 1976 à 15 heures

Salle AGECA, 177, rue de Charonne — Paris 11<sup>e</sup> (métro Alexandre Dumas)

#### PROJET DE PLATEFORME

L'Union culturelle contre le capitalisme et l'impérialisme s'affirme :

- contre le système d'exploitation et d'oppression capitaliste de la bourgeoisie,
- contre toute solution de rechange bourgeoise au régime actuel,
- contre l'impérialisme, contre le colonialisme, contre toute forme d'exploitation, d'oppression ou d'ingérence politique, militaire, économique ou culturelle à l'encontre de la liberté des peuples et de l'indépendance des pays,
- contre les principaux impérialistes à l'heure actuelle, les USA et l'URSS, superpuissances agressives qui rivalisent pour la domination mondiale,
- contre le fascisme sous toutes ses formes, contre toute atteinte aux libertés démocratiques du peuple travailleur,
- contre le racisme,

contre tous les moyens (économiques, policiers, juridiques, culturels, etc.) utilisés par la bourgeoisie pour maintenir sa domination et diviser le peuple.

L'Union est ouverte à toute personne ou groupe de personnes qui, ayant ou désirant avoir une activité culturelle (professionnels ou amateurs, artistes, écrivains, journalistes, animateurs, enseignants, scientifiques, travailleurs de la santé, sportifs, etc.) adhèrent à la plateforme.

L'Union leur est ouverte sans distinction d'opinions philosophiques ou religieuses.

Les activités de l'Union, en particulier ses activités culturelles, ont pour objet d'affirmer et de développer les termes de la plateforme ; elles sont librement discutées au sein de l'Union.

Pour tous renseignements, adresse provisoire :  
Monsieur Durand, BP 32 — 75525 Paris Cedex 11

# L'Humanité Rouge

Griffet, Solmer (Marseille)

## Des femmes en lutte aux côtés de leurs maris

La journée internationale des femmes se commémore chaque année le 8 mars. Mais la vraie commémoration c'est d'abord, et avant tout, les femmes qui entrent en lutte contre le chômage, les licenciements, la hausse des prix, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits... Le 8 mars se fête par chaque nouvelle lutte qui voit des femmes au coude à coude avec d'autres travailleurs.

Il y a bien sûr toutes ces usines qui ces derniers mois se comptent pas dizaines où les femmes ont mené la bagarre pour des salaires décents, contre les

licenciements, les conditions de travail... Et il y a d'autres luttes passées quasiment inaperçues, courtes mais révélatrices du potentiel révolutionnaire des femmes et riches d'expériences pour elles.

Ce sont les luttes des femmes de travailleurs de Griffet à Marseille et de la Solmer à Fos. En effet, s'il n'est pas rare dans l'Est, comme me le disait une gréviste de la Solmer, de rencontrer des femmes aux côtés de leurs maris en grève, ici, dans le midi de la France, ce n'est pas chose courante. Mais ces luttes ne peuvent que faire rapidement tache d'huile.

### GRIFFET : PORTES OUVERTES UN JOUR... FERMÉES LE LENDEMAIN POUR LES FEMMES EN LUTTE !

Aux journées portes ouvertes des 6 et 7 décembre 75, des contacts ont été pris entre les femmes des chômeurs de Griffet et des groupes de femmes des quartiers nord. Désireuses que toutes les autres femmes soient partie prenante d'une action de soutien, une première réunion s'est tenue le lundi 15 décembre à l'intérieur de l'usine occupée avec l'accord des travailleurs et de l'intersyndicale (CGT, CFDT et CGC). Cette réunion s'est tenue entre femmes, parce que elles et nous, voulions parler ensemble des problèmes que pose notre situation et trouver ensemble des moyens d'action.

Les femmes des chômeurs de Griffet ont dit leur angoisse, face aux échéances d'avril 1976 avec la suppression, pour la plupart, des 90 % du salaire ; et comment faire alors pour payer les loyers, la nourriture, etc. En un mot, comment survivre ? Elles ont dit comment elles vivaient en tension quotidienne entre leurs maris tendus par un an de lutte et les enfants qu'il faut élever, tout ceci n'étant pas un problème individuel, mais vécu dans toutes les familles de chômeurs.

Pour lutter alors efficacement aux côtés des travailleurs pour la réouverture de Griffet, contre le paiement des loyers, des impôts locaux ; pour des cantines gratuites, pour une manifestation de femmes à la préfecture (on voit que les idées et la combativité ne manquaient pas !) ; il fallait être plus nombreuses et contacter les autres femmes des chômeurs, et aussi les femmes du quartier, ménagères ou travailleuses.

Une lettre écrite par nous toutes, approuvée et financée par l'intersyndicale a donc été envoyée aux autres femmes de Griffet pour une réunion dans l'usine le samedi 20 décembre 1975 ; la lettre a été affichée dans Griffet et des gars de l'intersyndicale ont proposé de garder les gosses ce jour-là et leur passer des films.

Le mardi 16/12 une conseillère générale du PC prenait contact avec 2 femmes de Griffet et dénonçait le groupe des femmes du quartier nord comme des « gauchistes ». Les pressions commençaient et la CGT virait de bord, faisant tout simplement savoir... que la réunion était annulée. Ce qui s'est passé c'est que la CGT a eu peur en voyant les femmes s'organiser entre elles, sans pouvoir les contrôler. Le samedi prévu, à 15 heures, un service d'ordre composé d'éléments extérieurs à Griffet et de membres de la CGT de l'intersyndicale fermait les grilles de l'usine en nous empêchant de rentrer, et sous nos yeux renvoyait des femmes de chômeurs, affirmant que la réunion ne se tiendrait pas. Des discussions vives ont lieu, des allusions à un complot international (textuellement) sont formulées. C'était bien maladroit car l'indignation, celle du groupe femmes il va sans dire, mais surtout celle des femmes de chômeurs, a été portée à son comble.

La CGT a alors reculé et capitulé. La réunion s'est finalement tenue à l'intérieur de l'usine.

Malgré cette tentative de sabotage, une vingtaine de femmes de chômeurs étaient là, évidemment désorientées par une telle confusion. Les calomnies, ça fait peur... surtout quand on sait la difficulté des femmes à sortir de leur isolement et à résister aux pressions des maris qui ne voulaient pas que leurs femmes se mêlent de tout ça... Nous nous sommes expliquées, disant bien haut que nous n'étions pas là pour lutter à leur place, mais que nous étions là pour les aider et les soutenir comme elles nous l'avaient demandé.

Les femmes des Griffet devaient se revoir entre elles à l'assemblée générale des travailleurs du 22 décembre et nous recontacter. Mais aucune n'était présente ce jour-là...

mettre au service de la lutte, aux côtés de leurs maris, se sont retrouvées face aux mêmes qui leur barraient la route : le PCF et des délégués CGT et CFDT, influencés par la ligne révisionniste du PCF, qui ont pris peur face à la politisation des femmes, peur de ne pouvoir les contrôler... alors, ils ont préféré briser tout de suite leur élan !

Mais que l'on en juge. Les faits, qui nous ont été racontés par une gréviste, parlent d'eux-mêmes.

L'occupation de l'aile 9 par 25 femmes environ, a commencé le 29 février. Pour ce faire, une porte (de contre-plaqué) a dû être forcée... contre l'avis des délégués CGT sans doute plus soucieux de préserver les appartements directoriaux que de soutenir l'entrée des femmes dans la grève.

femmes de l'UFF se sont trouvées à la tête, sinon même à l'initiative de cette occupation !... Mais seulement dans ces articles.

Les femmes qui occupaient envoyaient quelques-unes des leurs aux assemblées générales. La plupart des délégués, surtout ceux de la CGT, étaient franchement hostiles aux femmes venues occuper. Une des meilleures preuves, c'est que leurs propres femmes n'étaient pas là !!!... Mais parmi les travailleurs combattifs, la compréhension était généralement assez bonne et ils étaient plutôt contents de voir des femmes à leurs côtés dans la lutte. N'ont-elles pas fait ce qu'eux, hommes, auraient eu du mal à faire, l'occupation de l'aile 9. En effet, les vigiles se seraient très violemment opposés aux grévistes.

Les femmes avaient prévu, entre autres, de faire chercher les enfants à la sortie de l'école par des voisines. Mais c'est entre deux gendarmes qu'un des enfants a été ramené chez lui ! Car la directrice qui refusait obstinément de donner l'enfant à la voisine, a préféré appeler les flics.

En tout une soixantaine de femmes sont passées, venant occuper à tour de rôle. Les femmes étaient toutes déterminées à tenir jusqu'aux négociations. Mais au bout du 3<sup>e</sup> jour, l'intersyndicale, soi-disant pour leur sécurité, les a fait partir. Les femmes étaient très en colère, car elles voulaient continuer l'occupation.

### LES FEMMES RENVOYÉES A LEURS FOURNEAUX N'EN RESTERONT PAS LA

En effet, elles étaient nombreuses à avoir pris conscience de leur exploitation et à vouloir faire quelque chose, même si elles ne savaient pas très bien avec qui le faire.

Gageons que ces femmes auront été rendues méfiantes par l'attitude de l'UFF et du PCF, l'attitude de certains délégués CGT et CFDT et qu'elles se souviendront de leur trahison.

La lutte de ces femmes de Griffet et de la Solmer est juste. Ce type de lutte ne peut qu'être repris car la crise s'approfondit, le chômage s'accroît sans cesse et les femmes, elles aussi touchées, sont de plus en plus déterminées à se bagarrer contre le capitalisme. Elles veulent, elles aussi, que cela change et elles luttent.

Les femmes luttent et ne désarment pas. Même si, momentanément découragées et désorientées parce qu'elles se sont fait blouser, les femmes baissent les bras, elles relèveront bien vite le poing, surtout si nous, communistes marxistes-léninistes, savons leur expliquer les raisons de leurs échecs et si nous sommes à leurs côtés pour les prochaines luttes. Si nous savons les soutenir jusqu'au bout dans leurs luttes. Si nous sommes les premiers à expliquer aux travailleurs hommes combien c'est important que les femmes luttent à leurs côtés. Si nous, femmes marxistes-léninistes, sommes les premières à lutter.

PAS DE SOCIALISME SANS NOUS LES FEMMES !

PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS LA RÉVOLUTION !

Une femme communiste marxiste-léniniste de la région.



Les femmes des grévistes occupent l'aile 9 de la Solmer.

Voilà comment on a voulu briser une lutte de femmes, et les empêcher de s'organiser pour soutenir leurs maris. On a privé du même coup les travailleurs d'un soutien important.

(Extraits d'un article rédigé par un groupe de femmes habitant les quartiers nord, paru dans « le journal ouvrier des quartiers nord »).

### LA SOLMER : DES FEMMES RENVOYÉES « CONTRAINTES ET FORCÉES » AU BOUT DE TROIS JOURS CHEZ ELLES !

Plus récemment, au mois de février, ce sont une soixantaine de femmes de grévistes de la Solmer qui ont occupé durant trois jours l'aile 9 où se trouvent les bureaux de la direction.

Et là aussi, malgré l'enthousiasme de ces femmes qui pour leur quasi totalité occupaient pour la première fois de leur vie, tout n'a pas été tout seul et s'est soldé par leur départ, contre leur volonté, au bout du troisième jour.

Et là aussi, ces femmes, désireuses de se

Outre le soutien aux revendications des grévistes (suppression du chômage partiel, réduction du temps de travail avec la 5<sup>e</sup> équipe, etc.) les femmes décidèrent d'occuper les locaux jusqu'à l'arrivée de Durant Rival et jusqu'à ce qu'elles aient obtenu des garanties en ce qui concerne l'ouverture des négociations.

Les femmes étaient unanimes à dire : « C'est nous qui tenons le budget, donc la lutte nous regarde ». Un tract a été rédigé dans ce sens par les femmes pour être distribué à la population du site.

Mais ô surprise, au passage sur la ronéo du PCF, un paragraphe sur les libertés démocratiques s'est « imprimé » et un paragraphe sur les femmes des grévistes en lutte a été si bien remanié qu'il a englobé toutes les femmes, aussi bien celles des grévistes que celles des jaunes !

Une délégation de l'Union des femmes françaises venues « soutenir » les femmes qui occupaient a eu pour principale activité de laisser traîner des tracts et des bulletins d'adhésion à l'UFF. Et la Marseillaise a si bien tourné ses articles ensuite que les